

Femmes débat & société

Pour une gouvernance au féminin

En 2010, Femmes, Débat et Société (FDS) fête ses dix ans d'existence, dix années d'action déterminée en faveur d'une gouvernance au féminin et d'engagement en faveur de nombreux sujets de société.

Pour se moderniser et créer la dynamique nécessaire aux prises de décision, notre société doit promouvoir une participation plus équilibrée des hommes et des femmes à tous les niveaux, tant dans la fonction publique que dans le secteur privé, dans la vie politique, comme dans la vie économique et sociale. L'Union européenne l'a rappelé : un seuil à minima de 30% de femmes est une condition indispensable à la qualité de la prise de décision, l'absence de femmes au sein des organes de décision étant nuisible à la performance collective.

En 2009, FDS a conduit un travail de réflexion important, à l'occasion notamment de son Université d'été organisée en juillet à Paris au Conseil Economique, Social et Environnemental, afin d'alerter les pouvoirs publics et les entreprises sur l'actuelle régression de l'égalité entre les hommes et les femmes en France. Souvent évacuée au profit de la diversité, sujet de plus en plus médiatisé, l'égalité hommes-femmes souffre de l'amalgame entre les deux concepts alors qu'elle doit s'appuyer sur des leviers d'action bien spécifiques.

Persuadée que le regard féminin apporte une vision différente et complémentaire, FDS prône depuis 2000 une démarche anticipatrice sur bien des sujets de société : sécurité routière, éducation, santé, développement durable, mixité hommes-femmes, construction européenne, relations France-Chine... Et en 2009, notre association s'est fortement impliquée sur plusieurs thématiques à dimension internationale.

Ces colonnes font état des réflexions et des actions que nous avons conduites ces derniers mois. Cette année sera marquée par le dixième anniversaire de Femmes, Débat et Société que nous vous inviterons à fêter ensemble.

FRANÇOISE VILAIN,
PRÉSIDENTE

SYLVIANNE VILLAUDIÈRE,
FONDATRICE

- FDS poursuit son action pour la valorisation de l'Europe dans le cadre de la campagne des européennes. [p.3](#)

- FDS lance un programme de sensibilisation à la « Chine d'aujourd'hui », en partenariat avec la Fondation Prospective et Innovation. [p.3](#)

- FDS s'engage pour une consommation durable désirable à travers l'organisation d'un Grand Forum et la sensibilisation des acteurs publics. [p.4](#)



La délégation de décideurs, dont 5 membres de FDS, qui a participé au voyage d'étude en Chine en février 2009.



Françoise Vilain

FDS en bref. Née en 2000 à Paris, l'association « Femmes, Débat & Société », réunit près de 400 femmes exerçant des responsabilités et issues d'horizons très variés (économique, social, public, politique, associatif...). A travers FDS, toutes s'engagent dans le débat public et affichent la volonté de participer à la réflexion et à l'action pour l'avenir de notre société.

Les objectifs de FDS : faire valoir un regard féminin sur les grands problèmes de société ; favoriser la promotion des femmes dans les lieux de gouvernance publique ou privée, en France comme à l'international. www.femmes-debat-societe.com

Régression de l'égalité hommes-femmes en France : FDS tire la sonnette d'alarme

Les données chiffrées sur la place des femmes dans notre société, dans la vie professionnelle comme dans la vie sociale, l'attestent : l'égalité entre les hommes et les femmes régresse.

Un état des lieux alarmant

Si l'on en croit les études comparatives publiées au niveau international, la France accuse un retard important en matière d'égalité professionnelle. Alors qu'elle est en tête des classements pour l'accès à l'éducation et à la santé des femmes, elle tombe au 53^e rang sur le critère « participation et opportunités économiques » de l'étude « Gender Gap » publiée chaque année par le World Business Council. Les femmes restent par ailleurs sous-représentées dans les instances de décision des entreprises : les conseils d'administration des sociétés du CAC 40 ne comptent que 10% de femmes.

En 2007, seules 7,5% de ces entreprises étaient dirigées par une femme et les comités exécutifs

n'en comptaient que 6%. En outre, les écarts salariaux sont encore trop nombreux, et l'accès des femmes aux postes de responsabilité et de direction au sein de leur entreprise fait encore trop souvent l'objet d'entraves.

Dans le secteur public la situation n'est guère meilleure : dans la haute fonction publique on compte seulement 14 femmes sur les 125 préfets. Dans la Magistrature, corps pourtant hautement féminisé, on ne dénombre plus aucune femme chef de juridiction à Paris : tant au Tribunal de grande instance qu'à la Cour d'Appel ou à la Cour de Cassation. Par ailleurs, les 11 postes de Secrétaires Généraux des ministères ont été exclusivement attribués à des hommes. Une seule femme est Directrice de Cabinet de ministre au sein du gou-

vernement. La Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), fer de lance de la modernisation de l'Etat, ne comporte aucun volet concernant une gestion équitable et équilibrée entre les hommes et les femmes dans le cadre de cette restructuration.

La vie politique ne donne pas davantage l'exemple. En comparaison à d'autres pays de l'Union européenne, la France accuse un grave retard : selon un tableau comparatif publié par la Fondation Robert Schuman en 2009, notre pays se place en 16^e position des Etats membres pour la représentation des femmes au sein du gouvernement, en 18^e position pour la représentation au sein du Parlement, et à la 6^e position au sein du Parlement européen. On décompte actuellement au Sénat 21,9% de femmes élues au Sénat et 18,5% à l'Assemblée Nationale.

Les propositions de FDS pour faire progresser l'égalité dans les pratiques

Pour faire progresser la situation de l'égalité hommes-femmes en France et limiter ses entraves, les pouvoirs publics comme les entreprises se doivent d'agir rapidement et faire preuve de volontarisme, à l'image de nos voisins européens. Pour contribuer à l'amélioration des pratiques, il est également indispensable de renforcer la solidarité et les réseaux de femmes.

● Accroître la communication sur les atouts de l'égalité hommes-femmes et la promotion de bonnes pratiques

FDS propose de mener une communication accrue sur ces sujets, à travers des supports ciblés et une grande campagne de communication gouvernementale, montrant que l'égalité est nécessaire à la performance collective, mais aussi que « diversité » et « égalité » comportent des différences d'approche et des leviers d'action / solutions bien spécifiques. Il serait aussi important de promouvoir davantage dans ce cadre la label égalité professionnelle et le club des entreprises labélisées, qui sont des outils permettant de valoriser l'image des entreprises qui agissent sur ces sujets.

● Poursuivre la réflexion sur la parentalité et la gestion des temps de vie, en associant pouvoirs publics, entreprises, associations et syndicats

FDS propose d'approfondir la réflexion sur la parentalité, notamment en lien avec l'Observatoire sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (ORSE). Cette réflexion devrait permettre de trouver des moyens d'actions pour que les femmes ne se consacrent pas seulement à leur sphère privée, et ne soient pas enfermées dans certains principes qui leur seraient imposés par la société. Ces leviers peuvent être multiples : meilleure prise en compte de la paternité, diversification des modes de garde, incitations aux entreprises pour aider les salariés à concilier leur activité professionnelle et leur rôle de parent, développement des services de proximité, temps partiel choisi, télétravail, etc..

● Légiférer pour réduire les écarts salariaux dans les entreprises

Malgré les réglementations existantes, l'écart des rémunérations entre hommes et femmes ne se réduit plus : il est encore de l'ordre de 27% en moyenne, et ces écarts ne font que s'accroître avec le niveau

des diplômes. Face à ces enjeux, Xavier Darcos, ministre du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville, a annoncé un projet de loi en 2010, visant à réduire les écarts de rémunération.

FDS soutient la préparation de ce projet de loi sur les écarts de rémunération. FDS propose d'aller même au-delà, et souhaite que, à défaut de résorption des écarts salariaux (pour un travail identique), et ce dans une période déterminée, les entreprises soient financièrement sanctionnées, par l'application d'une pénalité équivalente à un certain pourcentage de la masse salariale, comme cela est prévu dans le cadre des incitations en faveur des seniors dans l'entreprise. Une autre piste pourrait être, au lieu d'une pénalité, une incitation financière, en prenant appui sur les aides financières qui sont accordées par l'Etat aux entreprises qui mettent en place des mesures en faveur des femmes (aides financières à l'audit, aides pour les plans d'égalité, etc.).

● Légiférer pour obtenir la parité dans les conseils d'administration des grandes entreprises, ainsi que dans les différentes instances des entreprises de toutes tailles

FDS propose de légiférer en faveur d'une parité renforcée dans les entreprises : légiférer, sur une durée déterminée, pour parvenir à une représentation de 50% de femmes dans les conseils administration. Mais il est également important d'agir sur les autres instances décisionnaires au sein de l'entreprise. FDS avait ainsi déjà en 2007 proposé deux mesures concrètes :

- **pour améliorer la mixité dans le management** : transmission obligatoire au conseil d'administration du rapport sur l'égalité salariale avec obligation pour les administrateurs de délibérer sur les progrès de l'entreprise en matière de place des femmes dans le management ;

- **pour améliorer la mixité dans la représentation salariale** : introduire un principe de proportionnalité dans les élections des représentants du personnel (comités européen, de groupe, central d'entreprise, délégués du personnel, comité d'hygiène et de sécurité) sur la base des données du bilan social.

Tandis que la diversité avance, l'égalité hommes-femmes recule

FDS a organisé à l'occasion de son Université d'été, le 7 juillet 2009 au Conseil Economique, Social et Environnemental, un débat sur le thème « Diversité n'est pas Parité » en présence de Brigitte Grésy, membre de l'Inspection générale des Affaires sociales, et Jean-Philippe Moinet, rédacteur en chef de la « Revue civique et européenne ».

De ces échanges il est ressorti un constat : alors que l'égalité hommes-femmes est en régression, la question de la diversité est de plus en plus médiatisée et largement promue par les entreprises.

Pourtant, comme l'a rappelé Jean-Philippe Moinet, ces deux concepts sont très différents : penser que l'égalité entre les hommes et les femmes est

soluble dans la diversité est une erreur. Il ne faut pas créer d'amalgame entre ces deux notions.

Si l'action en faveur de la diversité est bien entendue majeure et nécessaire, il ne faut pas éluder la question de l'égalité. Ne laissons pas croire que traiter le sujet de la diversité, c'est traiter le sujet de la mixité et de la place des femmes dans notre société. Ainsi, à titre d'exemple, le label égalité attribué aux entreprises se place en concurrence avec le label diversité, alors que les leviers ne sont pas les mêmes et que le label égalité est un important outil de motivation pour les femmes salariées. Il est important que ce dernier label conserve toute sa place et soit toujours fortement mis en avant par les pouvoirs publics.

Plusieurs raisons semblent se conjuguer au profit d'une certaine inertie. Les syndicats sont peu féminisés et donc peu enclins à promouvoir l'égalité

hommes-femmes. Il existe en outre dans la fonction publique et au sein des entreprises un réel plafond de verre comme l'illustre encore l'écart salarial observé en France. De manière générale, les femmes agissent peu pour promouvoir l'égalité. Elles sont probablement insuffisamment informées pour se mobiliser. Tout comme les hommes qui fonctionnent en clubs, les femmes doivent être solidaires, et les réseaux de femmes peuvent être une force et doivent jouer un rôle de réassurance.

Comme l'a par ailleurs rappelé Brigitte Grésy dans son rapport préparatoire à la concertation avec les partenaires sociaux sur l'égalité professionnelle, remis en juillet 2009, « *Il importe d'affirmer que les femmes sont une majorité qui ne peut être traitée comme une minorité et que les leviers de changement sont adaptés à cette cible très particulière que constitue la moitié de l'humanité* ».

• FDS se mobilise pour l'Europe au féminin

Dans le droit fil de sa réflexion conduite depuis plusieurs années sur la thématique « Femmes passerelles d'Europe », FDS a poursuivi en 2009 sa mobilisation dans le cadre de la campagne des élections européennes.



Ainsi, pour sensibiliser sur l'importance du vote européen, FDS a réalisé un dépliant sur les apports concrets de l'Europe et sa proximité dans la vie quotidienne des françaises. En mars 2009, l'association a organisé, en partenariat avec la Maison de l'Europe, une conférence à Paris, où plusieurs députées européennes ont donné leur vision sur l'action du Parlement européen et les évolutions de la parité et du droit des femmes.

Enfin, en novembre 2009, FDS s'est également mobilisée pour soutenir la candidature de Madame Vaira Vike-Freiberga, ex-présidente de la Lettonie et vice-présidente du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe, à la présidence du Conseil européen. FDS s'est ainsi associé à la signature et à la diffusion massive de la pétition en ligne de la candidate « Une présidente pour l'Europe ».

• FDS lance un programme de sensibilisation à la Chine d'aujourd'hui avec la Fondation Prospective et Innovation

FDS a lancé en janvier 2009 un programme de sensibilisation sur les enjeux de la « Chine d'aujourd'hui ». Mené sur deux ans en 2009 et 2010 avec la Fondation Prospective et Innovation, ce programme comprend plusieurs volets :

- une participation de FDS à une délégation composée d'une douzaine de décideurs - parlementaires et responsables de la société civile - dans le cadre de deux voyages d'étude en Chine organisés en février 2009 et juin 2010 ;
- une participation de membres de FDS à des conférences sur la Chine organisées en France en 2009 et 2010 en présence

d'experts incontournables sur ces questions ;

- une Université d'été de FDS, le 6 juillet 2009, organisée sur le thème « Regards de femmes sur la Chine d'aujourd'hui », qui a permis de sensibiliser les participants aux réalités de la Chine d'aujourd'hui et d'envisager les synergies possibles entre nos deux pays sur deux thèmes : santé, éducation et média d'une part, énergie et environnement d'autre part, en présence de femmes expertes et chefs d'entreprise, et de Qu Xing, Ministre de l'Ambassade de Chine en France et Jean-Pierre Raffarin, Président de la Fondation Prospective et Innovation.



Colloque organisé en novembre 2009 à l'Assemblée Nationale, à l'occasion de la venue d'une délégation de hauts représentants chinois à Paris.



De gauche à droite : F. Miquel, M. Debonneuil, C. Coutaud, M. Ronzeau, S. Villaudière, membres de la délégation de décideurs partie à la rencontre d'acteurs institutionnels chinois.

L'ensemble du dossier consacré à l'Université d'été 2009 de FDS et la synthèse des débats sont disponibles sur le site Internet de l'association, www.femmes-debat-societe.com

FDS s'investit pour une « Consommation durable désirable »

Dans la continuité des opérations engagées dès 2004 sur le thème de « L'engagement des femmes face au changement climatique », FDS a mis en œuvre en 2009 une série d'actions sur la thématique « la consommation durable est-elle désirable ? Peut-elle l'être davantage ? »

Un grand Forum d'expertes a été organisé à Paris le 3 février 2009, dans l'amphithéâtre de TF1, avec le soutien de trois partenaires médias (TF1, Femme actuelle et Néoplanète). Cette manifestation a rassemblé une centaine de femmes - responsables d'association, d'organismes publics ou d'entreprises - qui ont confronté leur points de vue sur quatre thématiques : « mon alimentation », « mes courses », « ma maison » et « mes loisirs ». Dans le prolongement de ce Forum, une consultation sur le web a été menée en février, mars et avril 2009 et lors du salon « Planète durable ».

● **Sur la thématique « Ma maison »**, une maison écologique est avant tout une maison qui consomme peu d'énergie (70% des femmes en font une priorité), ce qui va de pair avec une bonne isolation (46%). La question de la luminosité naturelle est également importante, parce qu'elle permet de consommer moins d'électricité (33,5%). Un habitat durable, c'est également un habitat sain, respectueux de la santé des femmes et de leur entourage (32%). Les femmes sont prêtes à rendre leur habitat plus durable, mais en gardant tout de même un bon niveau de confort. Une maison durable, c'est aussi une



De gauche à droite : C. Alazard, S. Villaudière, C. Jouanno, N. Boeglin et M. Picard.



Grand Forum d'expertes organisé dans l'amphithéâtre de TF1.



C. Oberdorff, rédactrice en chef de "Passage au vert" (Ushuaïa TV) et M. Picard rédactrice en chef de Femme Actuelle.

● **Sur la thématique « Mon alimentation »**, la consommation de produits locaux et de saison est plébiscitée par les femmes interrogées (respectivement 65,5% et 56,5%). La question de la santé est également au cœur de leurs préoccupations : 52% des femmes qui ont répondu à cette enquête estiment qu'une alimentation responsable c'est en priorité des aliments bons pour la santé. Elles sont également 36% à faire très attention à la composition chimique des produits qu'elles achètent. L'alimentation responsable, c'est aussi manger bio, et acheter des produits du commerce équitable (36%).

Les femmes estiment que les produits alimentaires durables sont plus sains, meilleurs pour la santé, et qu'ils apportent plus de plaisir, en plus de leurs vertus sur le plan social et environnemental. Si l'offre s'est étoffée ces dernières années et des efforts ont été faits en termes de packaging (pour le rendre plus attractif tout en tenant compte du problème du suremballage), elles notent que ces produits sont souvent plus chers et qu'on a parfois du mal à s'orienter, à savoir ce qui est durable ou pas.

● **Sur la thématique « Mes courses »**, acheter responsable, signifie pour une majorité des femmes, acheter des produits économes en énergie (57,3% estiment que c'est une priorité). Les femmes sont demandeuses de label et de certifications (46%), qui les aident à s'orienter dans l'offre de produits durables. Mais acheter durable, c'est aussi limiter ses achats, se concentrer sur l'essentiel et éviter les achats superflus (42%). La proximité est également importante, à travers le fait de faire les courses près de chez soi (41%).

Les femmes interrogées estiment que les produits durables permettent souvent de faire des économies au quotidien (ampoules basse consommation, produit que l'on peut réparer plutôt que de jeter...). Elles voudraient que les produits durables soient aussi efficaces que les produits chimiques, notamment pour la lessive. Sensibles au prix, elles espèrent que ces produits se démocratisent dans le futur. Elles souhaitent également être rassurées sur la véracité des affirmations des industriels (risque de « greenwashing ») et elles estiment avoir besoin d'informations plus claires et transparentes, notamment à travers des labels.

maison pratique et offrant une bonne qualité de vie. Les femmes réclament par ailleurs des informations pratiques et des conseils pour être aidées dans cette démarche.

● Enfin, **au sujet des loisirs**, la question des transports est au cœur des préoccupations des femmes, qu'il s'agisse de privilégier des destinations de proximité pour les vacances, d'utiliser le train ou le vélo... Beaucoup souhaiteraient pouvoir calculer le coût en carbone de leurs vacances et éventuellement le compenser.

Des loisirs durables, ce sont des loisirs respectueux de l'environnement - et les femmes aimeraient pouvoir disposer d'outils de mesure, sachant que 30% d'entre elles jugent important de se renseigner sur le bilan environnemental de son voyage - mais aussi des personnes et des cultures. Beaucoup de femmes ont envie que leurs vacances et moments de loisirs soient l'occasion de transmettre ces valeurs à leurs enfants (plus du quart des femmes interrogées en font une priorité). Les loisirs durables doivent rester ludiques, donner du sens sans pour autant culpabiliser, et procurer du plaisir. Beaucoup souhaiteraient voir se développer ce type d'offres et attendent de la part des professionnels du tourisme des efforts pour les rendre aussi attractives que les vacances classiques.

Sur la base de ces éléments, **un rapport d'analyse a été élaboré**. Une première partie présente les études d'opinion, avec un focus sur l'opinion des femmes en particulier, tant en France qu'à l'international. Une seconde partie relate les initiatives marquantes sur ces sujets. Enfin, une troisième partie recense, au travers d'une série de questions-réponses, les idées fausses en matière de consommation durable.

Ce rapport a été présenté à l'occasion du Women's Forum à Deauville, le 15 octobre 2009, puis lors d'une rencontre avec la Secrétaire d'Etat en charge de l'Ecologie, Chantal Jouanno, en novembre 2009.

L'intégralité de ce rapport d'analyse est téléchargeable sur le site Internet de FDS : www.femmes-debat-societe.com